N°162 du 11 novembre 2026 Prix : **500 F**



La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité

Au service du développement

DIPLOMATIE-LITTERATURE

A Bruxelles, Robert Dussey dédicace son ouvrage sur l'Accord de Samoa

P.6





CINQUANTENAIRE DE L'UPA

Page 2

Lomé, capitale parlementaire africaine

- ***La 86e session du Comité exécutif officiellement ouverte***
- ***Financement, gouvernance et défis africains au menu***

L'Union parlementaire africaine (UPA) doit profiter de son cinquantenaire pour réfléchir à son efficacité face aux crises qui secouent le continent. C'est dans cette perspective que les représentants des parlements africains ont entamé, mardi 10 novembre 2026 à Lomé, deux journées de discussions consacrées à l'avenir de leur organisation.

CINQUANTENAIRE DE L'UPA

Lomé, capitale parlementaire africaine

- *La 86e session du Comité exécutif officiellement ouverte*
- *Financement, gouvernance et défis africains au menu*

L'Union parlementaire africaine (UPA) doit profiter de son cinquantenaire pour réfléchir à son efficacité face aux crises qui secouent le continent. C'est dans cette perspective que les représentants des parlements africains ont entamé, mardi 10 novembre 2026 à Lomé, deux journées de discussions consacrées à l'avenir de leur organisation.



Au-delà de la célébration de cinquante années d'existence, la rencontre pose plusieurs questions concrètes. Comment améliorer le fonctionnement de l'UPA ? Comment garantir son financement ? Et surtout, comment permettre aux parlements de peser davantage sur les réponses apportées aux difficultés économiques, sociales et sécuritaires de l'Afrique ?

Ces préoccupations occupent la 86e session du Comité exécutif, présidée par Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, également président du Sénat de la République démocratique du Congo.

Des choix pour l'avenir

Les délégations doivent notamment examiner la mise en œuvre des décisions prises à Dakar, la situation financière de l'organisation et les contributions des États membres.

L'élection d'un nouveau secrétaire général figure également parmi les dossiers à traiter. Ce renouvellement intervient alors que l'UPA cherche à renforcer sa capacité d'action et à maintenir un dialogue régulier entre les institutions parlementaires du continent.

Les discussions se déroulent dans un environnement particulièrement difficile. L'insécurité dans plusieurs régions africaines, les déplacements de populations, le chômage des jeunes et les effets du changement climatique mettent les gouvernements à l'épreuve.



Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, président du Comité exécutif de l'UPA, lors de l'ouverture de la 86e session à Lomé, le 10 novembre 2026

Pour Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, ces défis exigent une concertation plus soutenue entre les représentants des peuples africains.

« *Plus que jamais, la concertation entre les parlements africains demeure indispensable pour faire entendre la voix de l'Afrique et défendre ses intérêts* », a-t-il déclaré.

Lomé défend la solidarité africaine

Pays hôte de ces assises, le Togo entend contribuer au rapprochement des institutions parlementaires africaines.

Le président de l'Assemblée nationale, Komi Sélom Klassou, a notamment insisté sur la nécessité de dépasser les approches individuelles pour construire des réponses collectives aux problèmes du continent.

« *Cette souveraineté ne se bâtira ni dans l'isolement, ni dans la défiance* », a-t-il affirmé, en évoquant les conditions d'une coopération africaine plus solide.



Komi Sélom Klassou, président de l'Assemblée nationale du Togo, lors de l'ouverture de la 86e session du Comité exécutif de l'UPA à Lomé, le 10 novembre 2026

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du président du Sénat togolais, Barry Moussa Barqué, et de plusieurs responsables parlementaires étrangers.

Les travaux des 10 et 11 novembre doivent préparer la 48e Conférence de l'UPA, prévue les 13 et 14 novembre dans la capitale togolaise.

Pour l'organisation, l'enjeu sera de transformer les réflexions de son cinquantenaire en orientations concrètes, notamment sur son fonctionnement, ses ressources et sa place dans le dialogue politique africain.

Gabriel BLIVI

Pensions et rentes

La CNSS démarre une opération de contrôle de vie obligatoire le 16 novembre

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) lance une nouvelle opération de contrôle de vie à l'intention des pensionnés et rentiers résidant au Togo et à l'étranger. Prévue du 16 novembre 2026 au 17 janvier 2027, cette campagne conditionne le maintien du paiement des prestations au titre du premier semestre 2027.

L'opération concerne les bénéficiaires ayant régulièrement perçu leurs pensions ou rentes jusqu'à la fin du mois d'octobre 2026. Les pensionnés devront accomplir cette formalité à distance, grâce à l'application Biosecu, accessible sur le portail électronique de la CNSS.

La procédure repose sur la collecte de données biométriques permettant de vérifier l'existence des bénéficiaires et de sécuriser le versement de leurs prestations.

Pour effectuer le contrôle, les intéressés devront disposer d'une pièce d'identité valide, notamment une carte nationale d'identité, un passeport, une carte AMU, une carte ANID, une carte d'électeur ou un permis de conduire.



Un numéro de téléphone fonctionnel et le récépissé du précédent contrôle de vie sont également nécessaires.

Suspension dès janvier

La directrice générale de la CNSS, Ingrid Awadé, prévient que les bénéficiaires qui ne se soumettront pas à cette obligation verront leurs paiements suspendus à compter de janvier 2027, conformément au Code de sécurité sociale.

Les pensionnés et rentiers sont ainsi appelés à accomplir cette formalité dans la période fixée afin de préserver la continuité de leurs revenus.

L'opération s'inscrit dans le dispositif de vérification périodique des bénéficiaires de prestations sociales mis en place par la CNSS.

Gabriel BLIVI

TOGO–BANQUE MONDIALE

Un partenariat au beau fixe

- *Des ambitions convergentes pour le développement*
- *« L'objectif cardinal est de soutenir l'économie togolaise pour créer davantage d'emplois [...] », Ousmane Diagana*

Reçu le 9 novembre 2026 par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a réaffirmé l'engagement de l'institution en faveur de l'économie togolaise. Derrière cette coopération se trouvent des financements importants dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et le développement du secteur privé.



« L'objectif cardinal est de soutenir l'économie togolaise pour créer davantage d'emplois et de meilleurs emplois, en particulier pour les jeunes et pour les femmes. » Cette déclaration d'Ousmane Diagana résume l'orientation que le Groupe de la Banque mondiale souhaite donner à son partenariat avec le Togo. Elle intervient alors que l'institution financière internationale accompagne plusieurs programmes d'investissement destinés à renforcer les capacités productives du pays.

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre s'exprimait à l'issue d'une audience accordée, lundi 9 novembre 2026, par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Les discussions ont porté sur les résultats de la coopération et les possibilités d'accélérer la transformation économique, avec une attention particulière accordée à l'agriculture et à la création d'emplois.

Un portefeuille de 2,1 milliards de dollars

Selon les données publiées par la Banque mondiale, son portefeuille actif au Togo représente environ 2,1 milliards de dollars, répartis entre 20 opérations nationales et régionales. Cette enveloppe témoigne de l'ampleur des interventions engagées dans plusieurs domaines essentiels au développement économique et social.

Le Cadre de partenariat pays 2025-2029 repose sur trois priorités : améliorer la qualité des emplois dans le secteur privé, renforcer le capital humain et favoriser un développement territorial plus inclusif. La stratégie vise notamment à accompagner les réformes économiques et à encourager la mobilisation de capitaux privés.

L'agriculture, un potentiel de 72 500 emplois

La transformation agricole constitue l'un des principaux chantiers de cette coopération. En juin 2025, la Banque mondiale a approuvé un programme de 300 millions de dollars destiné à soutenir la modernisation de l'agriculture togolaise.

Prévu sur dix ans, ce financement doit accompagner l'amélioration de la productivité, l'accès des exploitants aux équipements, aux services financiers et aux débouchés commerciaux. Le programme prévoit notamment des interventions sur 7 200 hectares pour l'irrigation et la gestion de l'eau, ainsi que des actions de gestion durable sur 50 000 hectares.

Plus de 340 000 producteurs, dont 114 000 femmes et 102 000 jeunes, devraient bénéficier de ces investissements. L'objectif annoncé est de favoriser la création de 72 500 emplois.

Ces perspectives donnent une portée concrète aux propos d'Ousmane Diagana. Pour le responsable de la Banque mondiale, l'agriculture doit dépasser sa fonction alimentaire et devenir un secteur entrepreneurial capable de générer davantage de revenus.

Transports et logistique : 200 millions de dollars

Les infrastructures constituent un autre volet important du partenariat. Le 16 juin 2026, la Banque mondiale a approuvé un financement de 200 millions de dollars pour améliorer les transports et la logistique au Togo.

Le programme comprend notamment la réhabilitation de la liaison ferroviaire entre le Port autonome de Lomé et la Plateforme industrielle d'Adétikopé. Il prévoit également des interventions pour améliorer la mobilité dans le Grand Lomé et faciliter l'accès des zones agricoles aux marchés.

Selon les projections de l'institution, les investissements dans les transports urbains devraient contribuer à améliorer les conditions de vie d'environ 2,2 millions d'habitants. Dans les régions rurales concernées, près de 400 000 personnes pourraient bénéficier d'un meilleur accès aux services et aux débouchés économiques.

L'amélioration de ces infrastructures représente un enjeu pour les entreprises, notamment dans le transport des marchandises et la commercialisation des productions agricoles.

Énergie : de nouvelles perspectives économiques

L'accès à l'électricité figure également parmi les priorités de la Banque mondiale. En juin 2026, un financement régional de 160 millions de dollars a été approuvé pour améliorer l'accès à une énergie fiable au Togo et en Gambie.

Le programme RAISE vise notamment l'extension des réseaux électriques, la réduction des coûts de raccordement et le développement des énergies renouvelables. Il devrait permettre à environ un million de personnes, dans les deux pays, d'accéder à l'électricité.

Pour le Togo, la Banque mondiale estime que les retombées économiques du programme pourraient représenter, à terme, l'équivalent de 9 200 emplois annuels, directs et indirects. Cette estimation correspond à des effets économiques attendus et non à des emplois déjà créés.

Le secteur privé appelé à jouer un rôle accru

En décembre 2025, la Banque mondiale a également approuvé un financement de 150 millions de dollars, soit environ 84 milliards de FCFA, pour soutenir des réformes destinées à stimuler l'investissement privé et l'emploi.

Ce programme triennal prévoit des interventions dans les domaines du foncier, de l'énergie, du numérique, de la logistique et de la formation professionnelle.

Selon les projections de l'institution, la mise en œuvre complète des réformes pourrait permettre de mobiliser jusqu'à 800 millions de dollars de capitaux privés supplémentaires et d'améliorer les conditions d'emploi de 73 000 personnes sur cinq ans.

Ces objectifs restent conditionnés à l'application effective des réformes et à la capacité du pays à attirer les investissements attendus.

Des défis sécuritaires et sociaux persistants

L'entretien entre Faure Gnassingbé et Ousmane Diagana a également abordé les difficultés sécuritaires et climatiques auxquelles sont confrontés le Togo et plusieurs pays de la sous-région.

Ces contraintes influencent les perspectives économiques, particulièrement dans les territoires exposés aux tensions régionales et aux phénomènes climatiques extrêmes. Elles renforcent l'importance des investissements dans les services sociaux, la résilience des communautés et les activités génératrices de revenus.

Pour le Togo, l'enjeu consiste désormais à transformer les financements mobilisés et les réformes engagées en réalisations mesurables. L'emploi des jeunes, les revenus agricoles, l'accès à l'énergie et la compétitivité des entreprises constituent autant de domaines dans lesquels les résultats de cette coopération seront attendus.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli
Directeur Général
BLIVI Kpakpo
Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji
Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou
Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

Marchés publics

L'ARCOP exclut 3 entreprises et 4 dirigeants pour trois ans, faux documents et déclarations mensongères en cause

Trois entreprises et quatre dirigeants sont exclus des marchés publics au Togo pour une durée de trois ans. La sanction, prononcée le 4 novembre 2026 par l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP), fait suite à des déclarations mensongères constatées dans une procédure d'appel d'offres relative à l'extension du réseau électrique de Lomé.

Les sociétés concernées sont ULEE INTERNATIONAL GROUP Ltd, ABEL COMPAGNIE et ULEE GROUP INTERNATIONAL Sarl. Leurs dirigeants, QUILI YU, Jérôme CATHUS, OUATTARA El Hadj Bourahima et ASSI Ossey Cyriaque, sont également frappés par cette interdiction.

L'affaire concerne le projet PEREL PLUS, destiné à l'extension des réseaux électriques moyenne et basse tension. Saisie après une dénonciation anonyme, l'ARCOP a engagé des vérifications sur les pièces présentées par le groupement candidat.

Les investigations ont notamment révélé l'utilisation de références attribuées à des entreprises juridiquement



Des documents contestés

distinctes. Des documents censés attester de précédentes réalisations ont également été contestés par les organismes sollicités pour leur authentification.

Le dossier transmis à la justice

Dans sa décision n° 065-2026/ARCOP/CRD, le Comité de règlement des différends retient des faits de déclarations mensongères et ordonne l'exclusion des entreprises et responsables concernés.

L'ARCOP décide également de transmettre le dossier au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Lomé, en vue de poursuites pénales.

La décision est immédiatement exécutoire. Cette mesure s'inscrit dans le dispositif de contrôle et de sanction des irrégularités dans les marchés publics.

Albert ATOUNOU

Production électrique

Une centrale solaire de 42 MWc prévue à Awandjélo dès 2027

Le gouvernement togolais prévoit de démarrer en 2027 les travaux de construction d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de 42 mégawatts-crête (MWc) à Awandjélo. Ce projet figure dans les priorités du ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources minières pour le prochain exercice budgétaire.

L'installation doit contribuer au renforcement de la capacité nationale de production d'électricité, dans un contexte où le pays poursuit le développement de ses infrastructures énergétiques. La centrale d'Awandjélo fait partie des projets retenus pour accroître la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

Avec une puissance annoncée de 42 MWc, l'installation viendra compléter les autres infrastructures photovoltaïques programmées ou en cours de développement sur le territoire.

Le budget-programme mentionne également le lancement des travaux d'une ferme solaire à Agoè-Nyivé et la mise en service de la centrale solaire de Dalwak, dans le cadre du Projet régional d'intervention d'urgence en énergie solaire (RESPITE).

Ces différentes installations participent à la diversification



des sources de production électrique.

Plusieurs chantiers programmés

Les priorités énergétiques pour 2027 comprennent aussi la poursuite de l'électrification rurale, l'extension des réseaux de distribution et la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Nangbéto.

Le programme Énergie bénéficie d'une prévision de 104,52 milliards FCFA en crédits de paiement pour 2027. Ce montant couvre l'ensemble du programme et ne constitue pas une dotation propre à la centrale d'Awandjélo.

Le lancement des travaux de cette nouvelle installation solaire fait ainsi partie des opérations prévues pour développer la production électrique nationale.

Albert ATOUNOU

Coopération culturelle

Le Goethe-Institut donne une nouvelle dimension à la fanfare togolaise

Quinze musiciens togolais vont partager trois journées de création avec deux artistes professionnels allemands, du 11 au 13 novembre 2026 à Lomé. Cette rencontre musicale, organisée par le Goethe-Institut Togo, débouchera sur une prestation publique à Aného.

L'initiative s'inscrit dans une dynamique d'échanges culturels entre le Togo et l'Allemagne. Elle permettra aux participants de travailler ensemble à l'élaboration d'un répertoire original de musique de fanfare.

Pendant trois jours, les artistes mettront en commun leurs expériences et leurs techniques musicales. Les séances porteront notamment sur les arrangements, l'harmonie et la composition collective.

L'atelier favorisera la rencontre entre différentes traditions musicales, avec pour ambition de produire des œuvres issues de cette collaboration.



Le résultat de ce travail sera dévoilé le samedi 14 novembre 2026, lors du Festival international d'histoire d'Aného (FIHA).

Cette restitution offrira au public l'occasion de découvrir les créations élaborées à Lomé.

Au-delà de la prestation, cette initiative du Goethe-Institut Togo contribue aux échanges artistiques entre musiciens des deux pays.

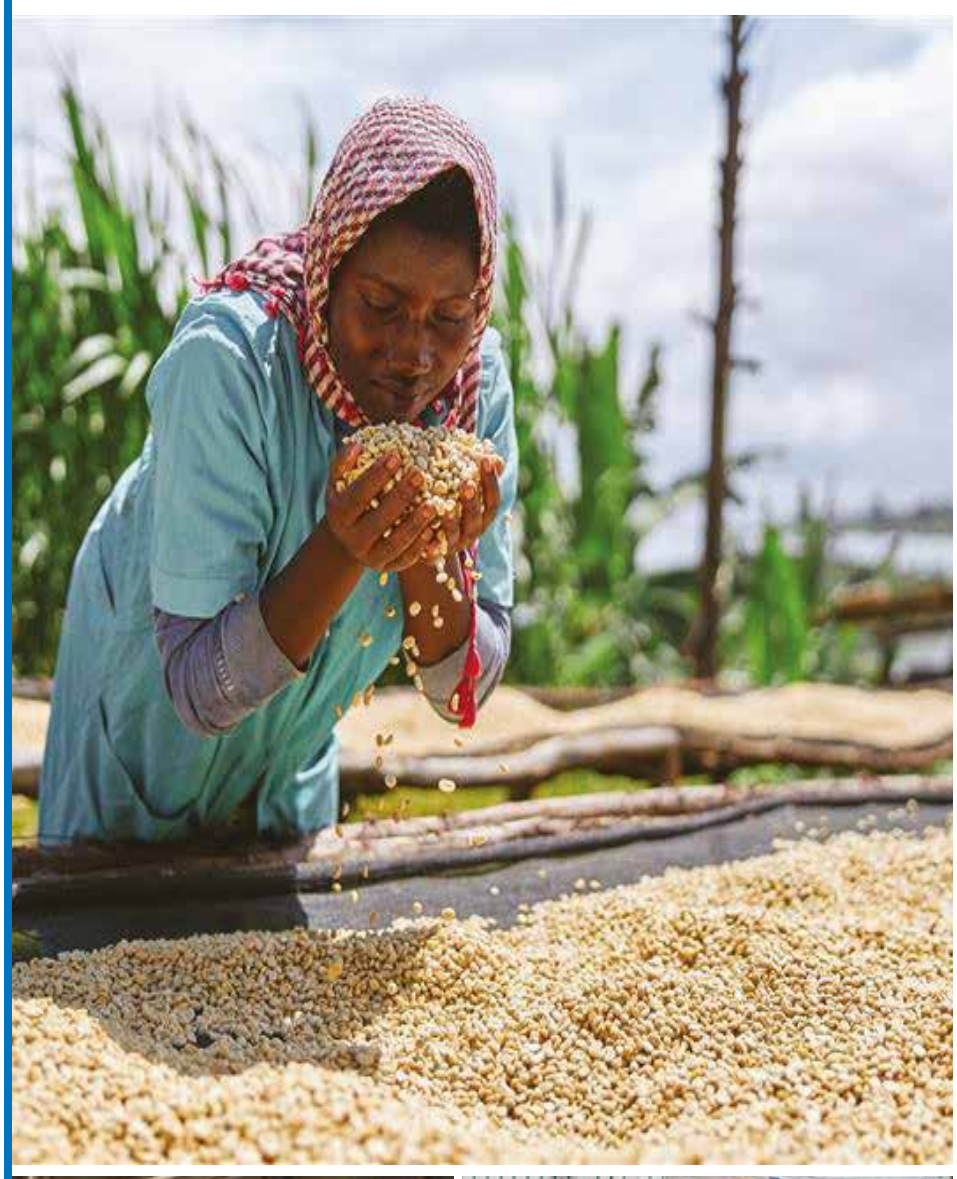
Albert ATOUNOU

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP

ARISE
INTEGRATED INDUSTRIAL PLATFORMS

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE

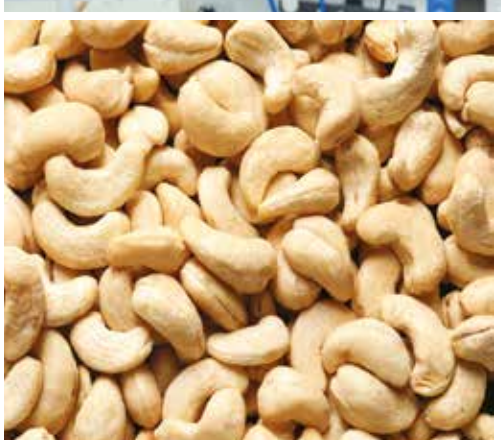














TAS · FHC MEDICA · DONGACO TOGO S.A · O.D.I.L · R-LOGISTIC · BB · nutriSource · GENERAL P DOP COSMETICS

Togo organics & naturals · Togo SOJA Transformation Locale du Soja · spiro · VAN VLIET · STAR A Komar company · CMDT Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles · VIVACE GROUP · Ba & Bé Consortium · novarea TEXTILES TOGO

CBM TOGO | China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU) 中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

DIPLOMATIE-LITTERATURE

A Bruxelles, Robert Dussey dédicace son ouvrage sur l'Accord de Samoa

C'est au cœur de la diplomatie européenne que le chef de la diplomatie togolaise a choisi de raconter l'histoire d'une négociation historique.

À l'occasion de la dédicace de son ouvrage « Des négociations à la signature de l'Accord de Samoa », à Bruxelles, au siège de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et de l'Union européenne, le ministre des Affaires étrangères du Togo, Robert Dussey, a livré bien plus qu'un livre : un témoignage de l'intérieur sur l'un des accords les plus importants entre l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Europe.
La cérémonie a pris une dimension particulière avec la participation effective de son ami, Maxime Prévot, ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement du Royaume de Belgique.

Un livre, une négociation, une mémoire

« Des négociations à la signature de l'Accord de Samoa » retrace le long chemin qui a conduit à la signature de ce nouvel accord de partenariat entre l'Union européenne et les États de l'OEACP, successeur de l'Accord de Cotonou.
Négociateur de premier plan, Robert Dussey y raconte les coulisses, les tensions, les compromis et les moments décisifs qui ont permis d'aboutir à un texte qui redéfinit, pour les vingt prochaines années, les relations entre les deux blocs.



Un ouvrage qui se veut à la fois un outil de mémoire diplomatique et un manuel pour les générations futures de négociateurs africains.

Bruxelles, symbole d'une amitié

Le choix de Bruxelles n'est pas anodin. C'est là que siègent l'OEACP et l'Union européenne, les deux institutions au cœur de l'Accord de Samoa. C'est aussi le symbole d'une relation privilégiée entre le Togo et la Belgique.
Dans son message, Robert Dussey a d'ailleurs tenu à célébrer « l'amitié entre la Belgique et le Togo, fondée sur le dialogue, le respect mutuel et la coopération ».
Une amitié qu'il a partagée avec Maxime Prévot, dans une ambiance fraternelle, loin des formules protocolaires.

Renforcer les liens entre l'Afrique et l'Europe

Au-delà de la dédicace, le message du ministre togolais est clair : « Ensemble, renforçons les liens entre l'Afrique et l'Europe ! »
Pour Lomé, l'Accord de Samoa n'est pas seulement un texte juridique. C'est un cadre de dialogue, de partenariat et de coopération renforcée sur les enjeux majeurs du moment : développement durable, paix et sécurité, migrations, climat, jeunesse, commerce.
En racontant les négociations de l'intérieur, Robert Dussey plaide aussi pour une diplomatie africaine plus affirmée, plus unie, et plus écoutée sur la scène internationale.
« Vive l'amitié belgo-togolaise ! » a-t-il conclu, drapeaux belge et togolais en appui.
Une dédicace qui, à Bruxelles, a eu des airs de plaidoyer pour un partenariat Afrique-Europe rénové.

Prudence AFANOU

CARBURANTS

Le Togo débloque 20 milliards de plus pour protéger les consommateurs

Face à la flambée des cours internationaux du pétrole, le gouvernement togolais a décidé de renforcer son soutien au secteur des produits pétroliers.

Dans le cadre du collectif budgétaire, l'enveloppe consacrée à la subvention des carburants passe de 14,2 à 34,2 milliards FCFA. Soit une rallonge de 20 milliards FCFA, plus qu'un doublement.
Un effort considérable, assumé par les autorités pour limiter les répercussions de la conjoncture internationale sur les ménages et sur l'économie nationale.

Éviter la flambée des prix à la pompe

L'objectif est clair : en prenant en charge une partie des surcoûts liés à la hausse du pétrole, l'État cherche à contenir les pressions sur les prix à la pompe.
Car au-delà du plein d'essence, c'est toute une chaîne qui est en jeu. Une augmentation importante des prix pétroliers peut entraîner une progression des tarifs de transport, une hausse des coûts de production, et par conséquent, une augmentation des prix des biens et services.
En intervenant, le gouvernement veut éviter cet effet domino, qui frapperait en premier les ménages les plus modestes.



Un choix qui a un coût pour les finances publiques

Cette rallonge budgétaire n'est pas sans conséquence. Elle participe au creusement du déficit budgétaire pour 2026, désormais projeté à 3,4 % du produit intérieur brut (PIB), contre 3 % dans les prévisions initiales.
Le gouvernement assume cet effort financier. Pour lui, il s'agit d'un arbitrage nécessaire : préserver le pouvoir d'achat des ménages et protéger l'activité économique, même au prix d'un déficit un peu plus élevé.

Une politique de longue date

Cette intervention ne date pas d'hier. L'État togolais intervient depuis plusieurs années pour amortir les fluctuations des prix pétroliers et en atténuer les conséquences pour les consommateurs.
Face à un marché international volatil, Lomé choisit donc la continuité : absorber une partie du choc, pour éviter qu'il ne se répercute brutalement sur le quotidien des Togolais.

Prudence AFANOU

CÉCILE MEBA

20 ans de chanson, 20 ans de messages, une communion à Kara

Vingt ans de carrière, et toujours la même ferveur. Le samedi 7 novembre, Kara a vibré au rythme du concert jubilaire de Cécile Meba, la diva togolaise de la chanson, venue célébrer deux décennies de musique dans sa région natale.

Un rendez-vous qui s'inscrit dans une tournée nationale lancée depuis août dernier à travers les villes et régions du Togo, placée sous une devise qui résume tout son parcours : « Tout est grâce ! »

Bien plus qu'un concert

Devant un nombreux public, la soirée a été marquée par des prestations musicales, mais surtout par des messages forts.
La paix dans les foyers, le vivre-ensemble, la responsabilité familiale, la protection de la jeunesse : Cécile Meba a fait de sa scène une tribune d'éducation et de sensibilisation.
Elle a lancé un appel à la non-violence à l'égard des femmes, au dialogue dans les couples et à la responsabilité des parents dans l'éducation des enfants.
Aux jeunes filles, elle a conseillé d'éviter les grossesses précoces en milieu scolaire. Aux jeunes garçons, de se détourner du suivisme.
Aux veuves et aux jeunes mères célibataires, elle a prêché la persévérance et la responsabilité dans l'éducation de leurs enfants, invitant ces derniers au respect des parents et des enseignants.
« Avant de connaître la paix dans sa famille et dans son foyer, il faut que cette paix règne d'abord dans son cœur », a souligné l'artiste.

Un répertoire qui parle à la vie

Vingt ans de carrière, c'est aussi vingt ans de chansons qui racontent la vie quotidienne des Togolais. Nourri des sonorités traditionnelles togolaises, le répertoire de Cécile Meba aborde la vie conjugale, la place de la femme, la foi et le dialogue dans les foyers.
« Je rends grâce à Dieu pour cette grâce », a-t-elle confié, émue de constater que ses messages trouvent un écho favorable auprès des femmes, des hommes et des jeunes de la région.
Un écho que le public de Kara a confirmé. Mme Grace, commerçante venue assister au concert, ne cachait pas sa joie :
« Je suis très ravie d'être ici ce soir, pas seulement pour le concert, mais également pour cette sensibilisation et surtout pour célébrer cette femme qui contribue beaucoup, à travers sa musique et ses engagements, à l'émancipation de la femme et de la jeunesse togolaises. »

Une tournée qui a traversé le monde et le Togo

Pour ce jubilé, Cécile Meba a parcouru le Canada, les États-Unis, ainsi que plusieurs localités du Togo : Sotouboua, Amou-Oblo, Elavagnon, Badou, Amlamé, Assommé, Blitta-Caza-Copé et Dapaong.
Présidente de la Famille des artistes auteurs, compositeurs et interprètes (FAACI), elle ne compte pas s'arrêter là.
La célébration se clôturera en apothéose avec un concert live prévu le dimanche 27 décembre prochain à Lomé, marquant ainsi la fin de son parcours jubilaire et de ses activités de l'année 2026.
Vingt ans après, la voix de Cécile Meba porte toujours. Et son message, plus que jamais, résonne.

Prudence AFANOU

RWANDA

Suspecté de complicité de genocide, Jean Léonard Teganya extradé des USA

Jean Léonard Teganya, incarcéré aux États-Unis pour avoir dissimulé sur son implication dans le génocide de 1994 au Rwanda, a été expulsé vers son pays d'origine. Le parquet national rwandais a confirmé l'arrivée du quinquagénaire.



Étudiant et membre du MRND, au pouvoir, à l'époque, il aurait participé au génocide, à la tête des ''équipes de soldats'' et de jeunes progouvernementaux accusés d'avoir exécuté des patients tutsis dans un hôpital.

Selon la justice rwandaise, Jean Léonard Teganya a également été impliqué dans les meurtres de sept Tutsis et le viol de deux femmes de cette même ethnie. Le suspect avait quitté le Rwanda en juillet 1994, il est arrivé aux États-Unis en 2014 après un long périple.

L'année dernière, un autre fugitif du génocide, François Gasana, a été extradé de Norvège vers le Rwanda

Entre 800 000 et 1 million de personnes ont perdu la vie en 100 jours lors du génocide rwandais.

Africanews

SÉNÉGAL

Le deuil des familles après le naufrage de 39 migrants

Au Sénégal, le naufrage d'une pirogue survenu vendredi au large des côtes a plongé plusieurs familles dans le deuil. Les corps de 39 victimes ont été retrouvés sur les plages aux environs de Lompoul, tandis que les proches des passagers attendaient encore des nouvelles de leurs disparus.



À la douleur de la perte s'ajoute le poids des conséquences économiques. Pour de nombreux foyers, les jeunes hommes qui ont péri dans le naufrage représentaient une source essentielle de revenus et contribuaient aux dépenses quotidiennes de leurs familles.

Ibrahima Diaw, 75 ans, a appris avec stupeur que son fils figurait parmi les victimes. « J'ai entendu comme tout le monde qu'une pirogue avait chaviré. Ce n'est que par la suite que j'ai appris que mon fils était à bord », témoigne-t-il. Le septuagénaire explique avoir eu du mal à croire à sa disparition, son fils ne lui ayant jamais parlé de son projet de départ.

Djiby Sogue, 52 ans, a quant à lui perdu deux fils dans le naufrage. Ces derniers constituaient, selon lui, le principal soutien financier du foyer. « Ils étaient mon seul espoir. C'étaient eux qui trouvaient les moyens de m'aider à couvrir nos dépenses quotidiennes », confie-t-il, évoquant deux piliers familiaux qui assuraient la subsistance de leurs proches.

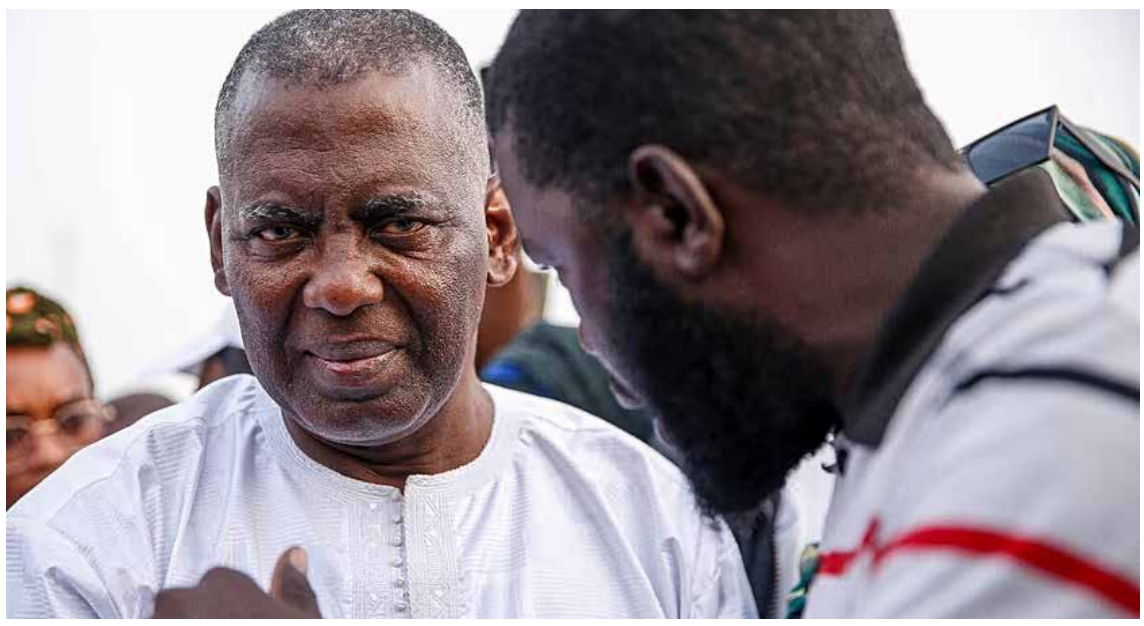
Cette tragédie fait également naître de nouvelles inquiétudes pour les familles dont d'autres enfants envisagent encore de tenter la traversée. Djiby Sogue affirme vouloir dissuader ses deux fils survivants de suivre la même voie. Il reconnaît toutefois qu'il ne s'opposerait pas à leur départ s'ils pouvaient obtenir un visa de travail et partir légalement à l'étranger.

Africanews

MAURITANIE

L'activiste anti-esclavagiste Dah Abeid démissionne du Parlement

En Mauritanie, Biram Dah Abeid a démissionné lundi du Parlement, invoquant la corruption '' généralisée'' dans le pays.



L'activiste dénonce l'inertie des autorités mauritaniennes face au phénomène, affirmant « qu'il n'y a pas une seule personne en prison accusée de corruption ».

C'est désormais sur le terrain qu'il entend mener sa lutte contre le phénomène, estimant que les débats au sein du Parlement mauritanien sont devenus ''inutiles.''

Biram Dah Abeid a été élu pour la première fois au Parlement en 2018 alors qu'il était en prison. Il a été réélu en mai 2023 au sein d'une alliance d'opposition. Abeid s'est présenté trois fois à l'élection présidentielle et a été battu à deux reprises par l'actuel chef de l'État, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui l'avait emporté en 2024 avec 56 % des voix contre 22 % pour l'activiste.

Descendant d'esclaves noirs, il est à la tête de l'Initiative pour la renaissance du mouvement abolitionniste (IRA), qui dénonce la persistance de l'esclavage en Mauritanie, ce que conteste l'exécutif mauritanien qui a légiféré sur la question.

Africanews


IMPERIAL
SODA WATER
LES BULLES
QUI NOUS
RASSEMBLENT.
L'eau pétillante du Togo
ATAKPAMÉ
ANEHO
*Prix de vente détail conseillé ● Pratiquez une activité physique régulière Format disponible 50cl
EAU GAZÉIFIÉE, LÉGÈRE ET RAFRAÎCHISSANTE
IMPERIAL
SODA WATER
50 cl
250* FCFA
BOUTEILLE
50 CL
DEPUIS 1964
BB
BB LOMÉ S.A